

Compte Rendu de la Réunion de préparation du week end d'action contre les expulsions les 12-13-14-15 octobre à l'Appel de Toulouse

Appel de Toulouse :

Contre toutes les expulsions, pour les réquisitions, l'entraide et l'autogestion.

Cette année de nombreux collectifs à travers la France ont lutté contre toutes les formes de misère: enfants à la rue, mal-logé.es, futur expulsé.es, travailleur.es précarisé.es, sans papiers... et pour répondre de manière autonome à leurs besoins de logements, de nourriture, de liberté. A force de recevoir des échos les uns des autres, certains ont décidé de se rencontrer pour se coordonner.

Du 31 aout au 2 septembre, à Toulouse, dans les restes du Centre social autogéré expulsé et dévasté par l'Etat quelques jours plus tôt, les participant.es se sont retrouvé.es dans le but d'échanger des outils et des savoirs, de débattre, de se renforcer.

Partant du constat que toutes les formes de misère sont organisées politiquement, que les premiers concernés doivent s'organiser par elles et eux-mêmes que l'Etat ne fait pas partie de la solution mais du problème les participant.e.s appellent à : - continuer à coordonner les collectifs et les mouvements concernés à travers de nouvelles rencontres, un réseau d'information et d'action -un week-end d'actions simultanées partout en France contre toutes les formes expulsions entre le 13 et le 15 octobre 2012.

Des participant.e.s et membres de La Patate Chaude (Grenoble), réseau 22 rue des Alpes (Grenoble), Les mal-logés acharnés (Paris), CREA et campagne de réquisition (Toulouse), GPS (Toulouse), Collectif Urgence Précarité 44 (Nantes), intersquat Montpellier, mission squat médecins du monde, La petite rockette (Paris), L'art ou Libre (Fontenay-sous-Bois), Abris d'Urgence Totale (Toulouse)

Le mercredi 26 septembre, un petit groupe de personnes s'est réuni au Kalaj, pour répondre à cet appel de Toulouse, et organiser des actions sur Montpellier.

Nous avons commencé par chercher à définir un peu plus ce qui peut être entendu par expulsion : expulsions locatives, (défaut de paiement de loyer, expropriation pour réaménagement urbain..) de squats, mais aussi expulsions de sans papiers, et expulsions sociales : prisons, refus de domiciliation, d'aides sociales...

Partant de ce constat, nous avons voulu mettre en place un week end qui puisse toucher un peu à toutes ces problématiques. Voici une ébauche du programme auquel nous avons pensé :

VENDREDI 12 OCTOBRE : CONTRE L'URBANISME CAPITALISTE

La SERM est l'organisme hybride public / privé en charge de l'aménagement urbain à Montpellier, dont le président est Max Levita. C'est elle qui applique les plans d'urbanisme de la mairie : plan Grand Cœur, Nouveau Saint Roch...

Cette entreprise détient des centaines de bâtiments qu'elle rachète à la baisse (30 % du prix du marché), en trainant devant les tribunaux les propriétaires récalcitrants, qu'elle laisse vide pour faire grimper les prix de l'immobilier. Des années plus tard, des travaux y sont faits en vue de les revendre à une classe sociale plus privilégiée, transformant ainsi le paysage urbain des quartiers populaires en en excluant les occupants initiaux. Elle s'est également illustrée en expulsant plusieurs squats à Montpellier, en prétextant des travaux qui souvent n'ont jamais commencé.

Depuis plusieurs mois, c'est entre autre le quartier de Figuerolles qui est particulièrement visé.

En témoigne l'article de la Gazette paru en décembre 2012 :

« Ce changement d'enseignes est, là encore, encouragé par la Mairie. La ville a fixé un périmètre de préemption (voir schéma en page ci-contre) des commerces limité à l'axe Figuerolles-Courreau. Autrement dit, le coeur du quartier arabe. Le principe: la Mairie peut reprendre un bail, si un futur commerce ne correspond pas à ses attentes. « Un quartier ne peut être peuplé que de kebabs ou de coiffeurs, dit un chef de projet de la Serm. Il faut des fleuristes, du prêt-à-porter... » Un avis partagé par une cinquantaine de commerçants « traditionnels » (non arabes). Ils viennent même de créer leur association, Via Gambetta. Selon leur Président, Patrick Baudon, propriétaire de la Quincaillerie Broussous & Calmels, qui se dit « soutenu par la Ville et l'Agglo », il s'agit de « reconquérir le cours Gambetta ». Et d'expliquer: « Une boucherie halal tous les dix mètres, cela fait un peu ghetto. » Une vingtaine de commerces arabes ont déjà été repris par la Serm. Et laissés vides. Une « mise en jachère » qui, selon plusieurs commerçants, fragilise ceux qui sont encore là »

<https://montpellier.squat.net/?p=321>

C'est pourquoi nous organisons une déambulation urbaine, au départ de Plan Cabane à partir de 13 heures. Une table d'info sera mise en place dans la matinée, pour mobiliser le quartier, et profiter de l'afflux de personnes lié au marché. L'objectif de la déambulation est de passer devant les divers immeubles vides du quartier, de se rencontrer, et de rappeler aux anciens voisins et sympathisants du Très Très Grand Cœur que la lutte continue !

Après quoi une projection sera organisée au Kalaj, un Squat entre Gambetta et Figuerolles (11 rue Desmazes), à confirmer, un ou plusieurs films sur les luttes urbaines, et Leïla l'Inlogéable, à partir de 20 heures.

SAMEDI 13 OCTOBRE : EXPULSION DE SANS PAPIERS ET REAPPROPRIATION DE L'ESPACE

En France comme ailleurs, des dizaines de milliers de personnes doivent vivre cachées, effrayées, souvent exploitées par des employeurs qui profitent de l'insécurité de leur situation, et il suffit d'un simple contrôle d'identité pour que leur vie bascule, balancées de tribunaux en tribunaux, de CRA en CRA, séparées de leurs familles et ami.e.s. Elles sont alors maintenues en détention dans l'attente de leur expulsion, dans un délai maximum de 45 jours, pendant lesquels il n'est pas rare d'assister à des tentatives de suicide pour se soustraire à l'expulsion. Néanmoins, grèves de la faim et de la soif, émeutes, tentatives d'évasions restent des moyens de luttes couramment utilisés. Nous voulons

soutenir ces révoltes à l'intérieur des CRA en les portant à l'extérieur, c'est pourquoi nous appelons à un rassemblement aux Arceaux à 13 heures en vue d'organiser un convoi à Sète, sur le quai Maillol, pour que chacun.e puisse exprimer sa solidarité de la manière qui lui paraîtra la plus pertinente.

Le soir, à 20h, toujours au Kalaj, sera organisée une projection du film Illégal, suivie d'une discussion autour des différentes luttes autour de ce thème.

Sur un tout autre thème et pour bien terminer la journée, nous vous proposons au départ du Kalaj d'aller investir différentes places du centre-ville confisquées il y a bien longtemps par les pouvoirs locaux. En effet depuis un certain temps déjà, on observe à l'échelle nationale une surveillance et un contrôle minutieux de tous les déplacements et événements n'ayant pas une vocation exclusivement marchande. Cela se traduit par une politique répressive à l'encontre de tous les noctambules qui préfèrent squatter des marches, un banc ou le sol d'un parc plutôt que de s'installer dans un bar ou de s'enfermer dans une boîte de nuit. A Montpellier, on a pu voir les places se vider et les parcs se fermer au moyen d'une police violente, de l'installation de nouveaux bars venus conquérir le terrain, au changement de nom de certains endroits (la symbolique de Candolle étant trop importante, Georges Frêche l'a renommée Plan de l'Université, mais nous pensons aussi à la Canourgue, à Saint-Roch, au parc du Peyrou...).

DIMANCHE 14 OCTOBRE : SQUATS ET PROPRIETE PRIVEE

Pour continuer dans la logique de réappropriation de l'espace, il semble pertinent de s'intéresser à la question de la réappropriation des logements laissés vides. De nombreux squats existent dans toutes les villes de France, dans différentes dynamiques. Ce qui a motivé ce week-end fut l'expulsion du CREA à Toulouse et il serait intéressant d'en dire quelques mots. Le CREA (Collectif pour la Réquisition, l'Entraide et l'Autogestion) était un bâtiment appartenant à l'AFPA, vide depuis des années, qui fut transformé en CSA (Centre Social Autogéré) afin de loger des familles à la rue. Pendant près d'un an et demi, une quarantaine de personnes put bénéficier d'un toit et d'une vie collective. Cette lutte fut même un point d'appui pour la campagne « Zéro enfants à la rue » lancée un peu plus tard, dans la même logique. Le Kalaj à Montpellier par contre se situe plus dans une veine artistique, avec présentation d'artistes, organisation d'ateliers de sculptures... mais également des perspectives politiques laissant place à l'organisation et à la rencontre de différentes luttes. Afin de discuter du pourquoi des squats et de toutes les raisons qui peuvent y amener certaines personnes, nous organisons à 12h un repas partagé (chacun prépare un petit plat et le met en commun) au Kalaj.

LUNDI 15 OCTOBRE : CONTRÔLE SOCIAL

Nos vies sont réglées par un grand nombre d'institutions chargées de contrôler et de surveiller notre quotidien, puis de déterminer qui a droit à quoi. Un grand nombre de personnes pataugent dans les méandres de l'administration, toujours plus absconse, tordue et froide, et se retrouvent souvent isolées, perdues et découragées quand on leur refuse une aide. Cela va du refus de domiciliation du SIAO au rejet d'une demande d'ALS, en passant par le non-versement soudain d'un RSA trop attendu, une CPAM récalcitrante qui contraint certaines personnes à ne pas se soigner, ou pas correctement, faute de CMU. Il faut également penser à tous les contrôles domiciliaires d'une CAF qui viennent violer l'intimité d'individu.e.s, les mettent à nu face à des huissiers, des « conseillers » dont le seul rôle est d'amaigrir, dans la violence psychique et le mépris, le nombre de bénéficiaires des aides sociales. Respecter les horaires, se soumettre, montrer patte blanche, pouvoir justifier chacun de ses déplacements, chacun de ses revenus, prouver que l'on est un.e « bon.ne citoyen.ne » et surtout, ne pas protester au risque de perdre ce qui, pour certain.e.s, n'est rien d'autre que ce qui leur permet de survivre, est la marche à suivre dans ce genre de cas.

Afin de protester de manière énergique contre ces manières d'agir, nous fixons rendez-vous à 9h au MNCP (4, rue Levat). Nous irons alors montrer à l'un de ces organismes que nous n'entendons pas nous laisser marcher sur les pieds sans nous battre.

Récapitulatif du week-end :

VENDREDI	SAMEDI	DIMANCHE	LUNDI
11h : Table d'information à côté du marché de Figuerolles			9h : Rassemblement devant le MNCP en vue d'une action surprise contre une institution cachée
13h : Rassemblement à Plan Cabanes	13h : Rendez-vous aux Arceaux pour préparer le départ au CRA de Sète	12h : Repas partagé au Kalaj pour discuter sur le thème des squats	
14h : Départ de la déambulation urbaine à travers Figuerolles	14h : Rassemblement devant le CRA de Sète		
20h : Projection au Kalaj de films sur le thème de l'urbanisation	20h : Projection au Kalaj du film <i>Illégal</i> , suivie d'une discussion autour des luttes de sans-papiers		
	22h : Réinvestissement des grandes places et parcs de Montpellier		

Afin de régler les derniers détails et de peaufiner l'organisation en compagnie de toutes les associations et collectifs invités, nous appelons à une réunion au MNCP à 18h30 le mercredi 3 octobre.

Pour vous tenir au courant des éventuelles modifications : <http://montpellier.demosphere.eu>.

